

# Conclusions 2018 du département du Travail des États-Unis sur les pires formes de travail des enfants

## Tchad

En 2018, le Tchad a réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. En mars 2018, le gouvernement tchadien a ratifié une ordonnance interdisant la traite des personnes et envoyé trois inspecteurs du travail assister à une formation de perfectionnement de 45 jours au Cameroun, au Centre régional africain d'administration du travail, accrédité par l'OIT. Le gouvernement a également lancé le Projet d'appui aux réfugiés et communautés d'accueil, qui a pour but d'améliorer l'accès aux services de santé et d'éducation pour les réfugiés, notamment les enfants impliqués dans les pires formes de travail des enfants. Toutefois, au Tchad, des mineurs sont impliqués dans les pires formes de travail des enfants, notamment dans le travail forcé dans le cadre de la garde du bétail et des services domestiques, parfois des suites de la traite des personnes. Le cadre juridique du pays ne prévoit pas de peines pénales pour l'usage d'enfants dans des activités illicites, et les mesures d'austérité imposées en 2016 continuent de limiter le financement public consacré à la lutte contre le travail des enfants. Le gouvernement ne recueille pas de données sur les efforts des services de répression et n'a pas de politiques actives en place pour certains domaines pertinents où se produit le travail des enfants, notamment l'exploitation sexuelle commerciale et le travail forcé dans le cadre des services domestiques et la garde du bétail.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants au Tchad sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Veiller à ce que la législation interdise expressément l'utilisation, l'offre ou l'obtention d'enfants à des fins illicites.	2011 – 2018
	Relever l'âge minimum d'admission à l'emploi pour qu'il corresponde à l'âge de fin de scolarité obligatoire.	2018
Application	Veiller à ce que les rôles des organismes de répression soient bien connus et compris par le public, qu'ils bénéficient de ressources suffisantes pour remplir leurs missions et que des enfants ne soient pas détenus avec des individus inculpés de violations présumés en raison d'un manque de disponibilité des prestataires de services.	2016 – 2018
	Renforcer l'Inspection du travail en autorisant les inspecteurs à	2014 –

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	imposer des sanctions, en s'assurant qu'ils aient l'autorisation d'effectuer des inspections inopinées et en leur fournissant assez de ressources pour mener des inspections dans le secteur formel et le secteur informel et pour poursuivre les contrevenants.	2018
	Institutionnaliser la formation des enquêteurs judiciaires et des inspecteurs du travail, notamment au début de l'emploi de ces derniers, et veiller à ce que les enquêteurs judiciaires bénéficient de cours périodiques de perfectionnement et d'une formation au sujet des nouvelles lois relatives au travail des enfants.	2014 – 2018
	Glaner des données sur les efforts des services de répression et publier des informations sur le budget de l'Inspection du travail, le nombre et le type d'inspections effectuées, si des infractions ont été constatées, des sanctions imposées et des amendes perçues, ainsi que le nombre d'enquêtes judiciaires effectuées, de poursuites lancées et de condamnations obtenues.	2014 – 2018
	Augmenter considérablement le nombre des inspecteurs du travail pour qu'il corresponde aux avis techniques de l'OIT.	2012 – 2018
	Veiller à l'application des peines conformément à la loi.	2015 – 2018
Coordination	Veiller à ce que les comités de coordination reçoivent des ressources adéquates pour se réunir et s'acquitter de leurs responsabilités de coordination des efforts et de réponse aux questions portant sur le travail des enfants.	2014 – 2018
Politiques gouvernementales	Adopter une politique de lutte contre toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants au Tchad et veiller à la mise en œuvre des politiques existantes.	2009 – 2018
Programmes sociaux	Veiller à l'accès à l'éducation pour tous les enfants en éliminant les frais liés à la scolarité et en payant les salaires des enseignants, s'assurer que les écoles constituent des espaces sécurisés, et augmenter le nombre d'écoles, de niveaux, de salles de classe et d'enseignants dans l'ensemble du pays, y compris pour les enfants vivant dans des camps de réfugiés.	2014 – 2018
	Prendre des mesures supplémentaires pour fournir à chaque enfant un acte de naissance, qui peut être nécessaire pour	2014 – 2018

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
	s'inscrire à l'école.	
	Veiller à ce que les programmes existants reçoivent des fonds adéquats et qu'ils soient capables de soutenir les victimes du travail des enfants dans l'ensemble du pays.	2016 – 2018
	Établir ou développer des programmes fournissant des services aux enfants impliqués dans les pires formes de travail des enfants, notamment l'usage du travail forcé des enfants dans la garde du bétail, les services domestiques et l'exploitation sexuelle commerciale.	2009 – 2018